

## Communiqué pour diffusion immédiate

### Le budget provincial 2020-2021,

### Le Réseau Vigilance a des attentes aussi élevées que les surplus

**Rouyn-Noranda, le 10 mars 2020** – Encore une fois, le ministre des finances Éric Girard annonce après huit mois d'exercice financier un surplus gargantuesque de 6 G\$. Les membres du Réseau Vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue\* attendent donc de pied ferme le budget qui sera déposé cet après-midi, prêts à réagir si le gouvernement ne prend pas la bonne direction. La population est d'ailleurs invitée à se joindre à une écoute collective cet après-midi dès 16h au Cabaret de la dernière chance.

Les groupes communautaires de même que les organisations syndicales et étudiantes du Réseau souhaitent que le gouvernement présente un budget juste et équitable, qui redistribuera toute cette richesse et permettra une transition juste. « *Il manque au bas mot 50 000 logements sociaux au Québec, dont plus de 500 juste pour la région. Et ça fait des années que les groupes communautaires demandent qu'on rehausse leur financement. On a eu des gains, mais il manque encore 460 M\$ dont près de 19 M\$ juste en région!* » rappelle Adeline Laquerre du RÉPAT

De leur côté, les membres de la CSN et de la FTQ demandent, entre autres que le budget permette de faire rapidement une transition énergétique juste, notamment en accordant une grande place aux transports en commun et au soutien aux industries qui souhaitent réduire leur empreinte écologique en soutenant la formation des travailleuses/leurs. Les membres du SFPQ exigent quant à eux qu'on réinvestisse dans les services publics. « *La Régie du logement est obligée de fermer ses portes plusieurs fois par mois ici, le ministère de l'Environnement n'a même pas assez de personnel pour faire toutes les inspections qu'il devrait et les délais sont devenus très longs.* » affirme Nathalie Garvin.

Quant aux membres de la FIQ et de l'APTS, ces derniers souhaitent que le gouvernement cesse de refuser de voir la crise qui sévit présentement dans le réseau de la santé et des services sociaux. Selon eux, le gouvernement fait fausse route en utilisant des méthodes strictement comptables et des objectifs de performance digne de chaînes de montage. La population doit pouvoir s'attendre à recevoir des soins et des services de qualité quand elle en a besoin et non à passer des heures aux urgences et des mois sur des listes d'attentes. « *Tous les jours, l'ensemble des citoyennes et des citoyens subissent les conséquences du manque grandissant de personnel dans nos centres de santé et de services sociaux.* » s'insurge Claudie Beaudoin de l'APTS. Il en va de même pour les écoles de la province. Les sommes nécessaires pour régler cette crise doivent être au rendez-vous.

Même son de cloche du côté du personnel enseignant et des responsables en services éducatifs qui exigent que leurs demandes soient entendues dans ce budget. Les premiers demandent une tâche humainement supportable et une composition des classes propices à des apprentissages de qualité ainsi qu'un ajout de service pour répondre aux besoins des élèves en difficulté et en soutien aux enseignants tandis que les secondes exigent de sortir de la pauvreté. N'oublions pas qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril, les responsables en services éducatifs en milieu familial entreront en grève générale illimitée si rien n'est fait. Sachant que la pénurie de place est très importante en région, (entre 85% et 90% de couverture) une telle grève risque d'avoir d'importantes conséquences sur de nombreuses femmes de la région si le ministre n'inclut rien de satisfaisant dans le budget.

Finalement, les étudiantes et étudiants de l'AGEUCAT s'attendent à ce que le gouvernement réinvestisse les 197 M\$ manquant qui résultent de l'abolition de crédits d'impôts fédéraux dans l'aide financière aux études.

\*Composé d'organisations populaires, communautaires, syndicales, et étudiantes de la région, le Réseau qui représente plus de 30 000 citoyennes et citoyens a été fondé en 2004 en réaction à la réingénierie de l'État de Jean Charest et exerce depuis un rôle de vigie face aux abus dont ont fait preuve une succession de gouvernements à l'idéologie néolibérale.

Le Réseau Vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue se compose des organisations suivantes :

- Conseil central de l'Abitibi-Témiscamingue -Nord-du-Québec – CSN – (CCATNQ-CSN)
- Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue - SEUAT
- Syndicat de la fonction publique du Québec- SFPQ
- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux – APTS
- Alliance des Intervenantes en milieu familial de l'Abitibi-Témiscamingue – ADIM-AT
- Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - SEECAT
- Association générale des étudiants de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue- AGEUQAT
- Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue- CROC-AT
- Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue- RAPHAT
- Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue - RFAT
- Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue - ALOCAT
- Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue – RÉPAT
- Table régionale des centres de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue
- FIQ – Syndicat interprofessionnel en soins de santé de l'Abitibi-Témiscamingue – FIQ-SISSAT
- Conseil régional FTQ Abitibi-Témiscamingue-Nord du Québec

\*Composé d'organisations populaires, communautaires, syndicales, et étudiantes de la région, le Réseau qui représente plus de 30 000 citoyennes et citoyens a été fondé en 2004 en réaction à la réingénierie de l'État de Jean Charest et exerce depuis un rôle de vigie face aux abus dont ont fait preuve une succession de gouvernements à l'idéologie néolibérale.